

Le rapport ambivalent des Français à la construction européenne



Bruno Cautrès

Chercheur CNRS au Cevipof et enseignant à Sciences Po

bruno.cautres@sciencespo.fr

The longitudinal data from Fractures françaises allows us to closely track changes in French public opinion toward Europe. While French public opinion is largely committed to European integration it also has doubts about the aims, means, and limits of this integration. France has twice elected Emmanuel Macron, the head of state most clearly committed to European integration and most strongly in favor of it, but the Rassemblement national (RN) has won the last three European elections. This note revisits this French paradox.

Si l'opinion publique française est assez largement attachée à ce que nous appelons la « construction européenne » (une sémantique qui n'est utilisée pratiquement qu'en France quand les autres pays parlent d'intégration européenne), elle doute dans le même temps des finalités, des moyens et des limites de cette « construction ». Approuvant par référendum le Traité de Maastricht d'une très courte majorité en 1992, la France rejeta par la même voie référendaire le Traité sur la Constitution européenne en 2005. Alors que la France est depuis de nombreuses années, avant même Emmanuel Macron, favorable au futur élargissement de l'Union européenne, attendu en 2030, l'opinion publique en France est l'une des plus défavorables à cet élargissement. Comble de ce paradoxe français, la France a élu deux fois Emmanuel Macron, le chef de l'État le plus clairement engagé dans la « construction européenne » et le plus nettement favorable, mais le Rassemblement national a gagné les trois dernières élections européennes.

Pour comprendre ce paradoxe et tenter de savoir où va l'opinion publique en France envers l'Europe, rien ne remplace le fait de disposer de données longitudinales. C'est là l'un des apports majeurs de la série d'enquêtes Fractures françaises.

L'enquête Fractures françaises inscrite dans une décennie de bouleversements européens

La période couverte par la série des données de l'enquête Fractures françaises comporte de nombreux événements susceptibles d'avoir pu modifier la perception de l'Union européenne en France : trois élections européennes (2014, 2019 et 2024 au moment des vagues 2, 6 et 12), trois présidences de la République ayant de claires orientations européennes (présidence Hollande et présidences Macron), le Brexit (2016), d'importantes évolutions des politiques européennes.

En effet, au cours de cette décennie, l'UE a renforcé plusieurs de ses domaines d'actions et a pris des décisions dont on pouvait attendre qu'elles la rapprochent des citoyens. L'UE a par exemple renforcé ses outils économiques et financiers avec la mise en place de l'Union bancaire ou encore le « plan Juncker », dont l'objectif affiché était de mobiliser plus de 500 milliards d'euros d'investissements à horizon 2020. Elle a voulu se rapprocher concrètement des citoyens par des mesures comme la fin des frais d'itinérance en 2017, l'entrée en vigueur du RGPD en 2018 ou le renforcement du programme Erasmus+. Mais c'est surtout la crise du COVID qui a constitué un tournant considérable : achats communs de vaccins, certificat sanitaire européen et surtout plan de relance *NextGenerationEU* ont incarné une solidarité concrète entre États membres et la valeur-ajoutée de l'appartenance à l'UE.



Sur d'autres fronts, l'UE a engagé, pendant la période sur laquelle porte notre enquête, un ensemble d'actions ambitieuses pour la transition climatique (Pacte vert et loi climat de 2021, mécanisme carbone aux frontières), une régulation accrue des grandes plateformes numériques (*Digital Markets Act*, *Digital Services Act*) et une réponse énergétique à la guerre en Ukraine (plan REPowerEU, règles de stockage du gaz). Enfin, l'accueil de l'Ukraine comme pays candidat et l'élargissement poursuivi avec la Croatie (adoption de l'euro et entrée dans Schengen en 2023) ont envoyé aux opinions le signal d'une Union européenne protectrice et proactive, affirmant sa « souveraineté » à travers sa défense et sa sécurité commune. La guerre en Ukraine constitue à cet égard un moment clef, où se rejoignent les logiques d'approfondissement et d'élargissement de l'UE.

Trois présidences pro-européennes et un RN qui n'a jamais été aussi fort

Pendant cette période, les présidences de la République n'ont pas compté leurs efforts pour impulser et fortement accompagner ces évolutions. Ainsi, François Hollande avait fait de la relance de la croissance européenne un thème central dès son élection en 2012, plaidant pour compléter le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) par un « pacte de croissance » (Conseil européen de juin 2012) et soutenant la mise en place du « plan Juncker ». Son quinquennat est marqué par le rôle actif de la France dans la création de l'Union bancaire (supervision directe des grandes banques par la BCE dès novembre 2014 ; mécanisme de résolution unique en 2016) et par son appui à une Europe plus solidaire face à la crise des dettes souveraines.

Emmanuel Macron, de son côté, aura été pendant la période que nous étudions constamment présent sur le thème du renforcement de l'intégration européenne. Dès son premier discours de la Sorbonne (26 septembre 2017), il fait de la « souveraineté européenne » un axe central de ses deux mandats : défense (Initiative européenne d'intervention, Coopération structurée permanente/PESCO), budget de la zone euro, fiscalité numérique européenne, politique migratoire coordonnée. Il a poursuivi cet agenda dans son discours de La Haye (11 avril 2023) plaidant pour une Europe affirmant clairement son « autonomie stratégique » face aux menaces de guerre et aux puissances rivales. Sa présidence française du Conseil de l'UE (janvier-juin 2022) a été l'occasion de promouvoir le thème français de « l'Europe puissance » avec des priorités sur la transition écologique (*Fit for 55*), la régulation des plateformes numériques (*Digital Markets Act*, *Digital Services Act*) et surtout la défense et la sécurité à la suite de l'invasion de l'Ukraine. Emmanuel Macron a également lancé la « Communauté politique européenne » (CPE) lors du sommet de Prague (6 octobre 2022), un forum rassemblant pays membres et non-membres de l'UE pour renforcer le dialogue stratégique continental. Ces initiatives prolongent son plaidoyer pour une Europe « qui protège », déjà exprimé lors de ses discours à Strasbourg (Parlement européen, janvier 2018 et janvier 2022) et à Athènes (2017).

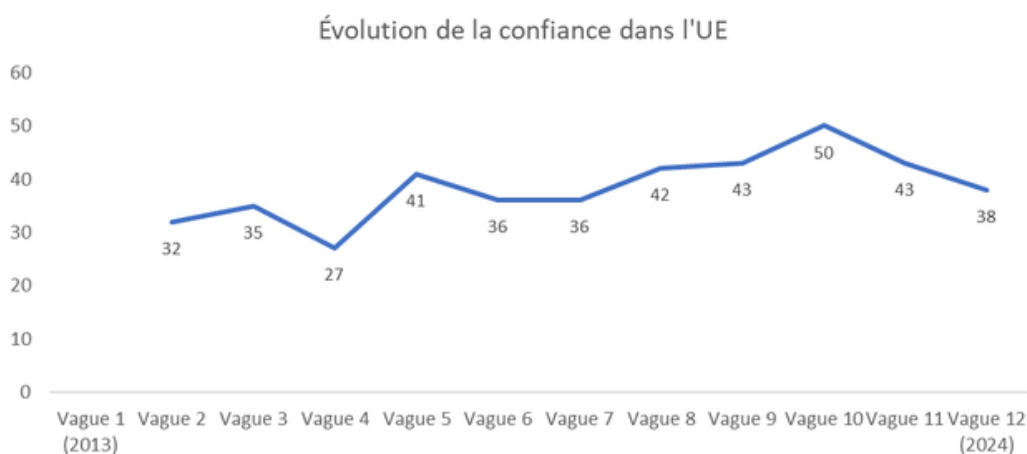
Force est de constater que durant cette même période, si active et dense au plan de l'intégration européenne et des impulsions françaises en la matière, un paradoxe français s'est manifesté avec la plus grande force : si François Hollande puis surtout Emmanuel Macron ont affirmé clairement leur engagement européen, au point que celui-ci devienne pour Emmanuel Macron l'épine dorsale de ses deux mandats, la période que couvre notre enquête (trois élections européennes et deux élections présidentielles) est également celle pendant laquelle le Rassemblement national devient l'un des plus puissants acteurs politiques français : le parti lepéniste sort vainqueur à chaque fois des trois scrutins européens et qualifie deux fois sa candidate au second tour des deux présidentielles. C'est dire à quel point la période que notre enquête analyse est celle de l'affirmation dans les urnes d'un grand clivage sur l'Europe.

À travers ce résumé sommaire d'une décennie très importante pour l'intégration européenne, les décisions, orientations et événements susceptibles d'influencer favorablement la perception de l'UE dans l'opinion publique n'ont donc pas manqué. Pourtant, malgré ces avancées visibles et très commentées dans le débat public, leurs effets positifs sur l'opinion à propos de l'UE n'apparaissent pas très importants. On ne constate pas, dans les données des douze vagues de l'enquête Fractures françaises, de fortes corrélations entre un agenda européen particulièrement chargé, des présidences françaises très actives et impliquées sur le plan européen et une amélioration significative de l'image de l'UE dans l'opinion française.

Un regain de confiance dans l'Europe sous l'effet des facteurs exogènes ?

Commençons par regarder la distribution de la confiance dans l'Union européenne.

Graphique 1 - L'évolution de la confiance dans l'Union européenne (2014-2024)



Source : Bruno Cautrès, CEVIPOF, Fractures françaises, 2025

Si l'on devait tracer une droite de régression pour tester l'hypothèse qu'au fur et à mesure des années de cette décennie, si riche en événements européens, l'opinion publique réagit de manière positive ou même de plus en plus positive à l'UE, la réponse est très nuancée. On constate bien qu'entre la vague 5 (réalisée du 21 au 27 juin 2017, quelques semaines après l'élection d'Emmanuel Macron) et la vague 10 (réalisée du 16 au 20 septembre 2022, un laps de temps un peu plus éloigné de la réélection d'Emmanuel Macron), la confiance dans l'Union européenne s'améliore, passant de 41 à 50%. On peut observer deux inflexions positives de la courbe de confiance dans l'UE qui semblent bien correspondre à un « effet crise exogène » : le COVID (la confiance dans l'UE progresse de 6 points entre la vague 7 et la vague 8 (réalisée entre le 1^{er} et le 3 septembre 2020, soit plusieurs mois après le début de la crise sanitaire) et la guerre en Ukraine (la confiance dans l'UE gagne 7 points entre la vague 9 et la vague 10, réalisée quelques mois après le déclenchement par la Russie de la guerre en Ukraine en février 2022).

Si les facteurs externes, ou exogènes, semblent effectivement avoir joué un rôle, on constate également un « effet Macron », que l'on peut qualifier d'effet endogène. Lors de la vague 5 réalisée quelques semaines seulement après sa première élection en 2017, par rapport à la vague 4 (avril 2016), on constate un bond de 14 points de confiance dans l'UE dans la vague 5, passant de 27 à 41%. Les valeurs constatées en début de période (sur la gauche du graphique 1) sont en règle générale plus faibles que les valeurs en fin de période (sur la droite du graphique 1).

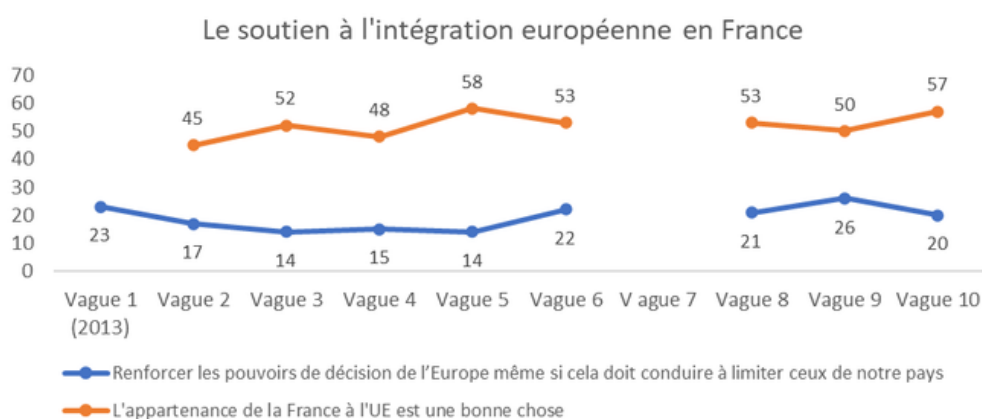
Si ces évolutions attestent d'un surcroît de confiance dans l'Union européenne pendant la décennie couverte par les vagues de notre enquête, il faut nuancer ce constat. D'une part, les évolutions constatées sont, à partir de la vague 5 (2017), comprises dans un intervalle relativement modeste entre 2017 et 2021 (entre 41 et 43% entre la vague 5 et la vague 9) : la courbe rend bien compte d'une évolution liée à l'élection présidentielle 2017 (vague 5) et à l'élection présidentielle 2022 (vague 10), puis se stabilise, voire décline. D'autre part, la courbe fléchit très nettement au cours des deux dernières années (vagues 11 et 12) au point que l'on revient en 2024 aux valeurs de 2018 et 2019, voire à celles de 2015 (vague 3).

Si l'opinion publique réagit positivement aux événements marquant une forte impulsion de l'action publique européenne ou pro-européenne, cette réaction n'est pas stable et pérenne. Les données longitudinales sur plus d'une décennie permettent d'apprécier à leur juste mesure des évolutions qui pourraient être trompeuses si l'on ne disposait que d'une série de données plus limitée dans le temps.

Une faible évolution de la demande d'intégration européenne

Prenons une autre dimension de l'opinion sur l'UE, à savoir la question du soutien à l'intégration européenne mesurée soit de manière rétrospective (évaluation de l'appartenance de la France à l'UE) soit de manière prospective (souhait de renforcer les pouvoirs de décision de l'UE).

Graphique 2 - L'évolution du soutien à l'intégration européenne (2013-2024)



Source : Bruno Cautrès, CEVIPOF, Fractures françaises, 2025

Même si la série de nos données comporte quelques points manquants, on constate à peu de choses près les mêmes évolutions que pour la confiance dans l'Union européenne. Le graphique 2 permet d'observer une structuration de l'opinion publique vis-à-vis de l'intégration européenne que l'on retrouve fréquemment dans ce type d'analyses en France : si les Français se montrent tièdement positifs en matière de jugement global et rétrospectif sur l'Union européenne (l'opinion selon laquelle l'appartenance du pays à l'UE est « une bonne chose » fluctue entre 45 et 57%, soit une évolution forte entre la vague 1 en 2013 et la vague 12 en 2024, mais entrecoupée des baisses et des hausses), cela ne se traduit pas par un souhait de voir l'intégration européenne se renforcer. Seule une faible minorité de Français (de l'ordre d'un cinquième) souhaite que l'on renforce les pouvoirs de décision de l'UE au détriment de ceux de notre pays.

Les spécialistes des études d'opinions vis-à-vis de l'intégration européenne connaissent bien cette dualité des opinions sur l'Europe¹ : le soutien de nature « diffus » (au niveau le plus large et général) à l'Union européenne est de niveau relativement positif en France mais le soutien « spécifique » (pour des politiques publiques et des actions publiques européennes se traduisant par un renforcement des logiques d'intégration européenne de la France) est nettement plus faible, voire assez négatif.

L'une des vagues de l'enquête Fractures françaises (la vague 6, réalisée en 2018), dispose d'indicateurs relatifs à l'évaluation de l'action de l'Union européenne. Comme le montre le tableau 1, l'évaluation des effets des actions de l'UE est, mis à part la politique de protection de l'environnement (et encore), globalement négative, voire très négative en ce qui concerne la politique migratoire. Ces données confortent l'idée que l'opinion publique française est tièdement favorable au principe de l'intégration européenne de la France et qu'elle critique les modalités de cette intégration ainsi que sa traduction en actions publiques. On ne trouve pas dans les données de l'enquête Fractures françaises de traces significatives d'un désir français d'une intégration européenne renforcée.

Tableau 1 - L'évaluation des effets de l'action de l'Union européenne

	Politique migratoire	Politique économique	Emploi	Politique sociale	Protection des effets de la mondialisation	Protection de l'environnement
Positifs	9	22	14	14	21	31
Négatifs	63	49	48	48	42	34
Ni positifs ni négatifs	28	29	38	38	37	35

Lecture du tableau : 9% des personnes interrogées estiment que les effets de l'action de l'UE en matière de politique migratoire sont positifs, 63% qu'ils sont négatifs et 28% qu'ils ne sont ni positifs, ni négatifs.

Source : Bruno Cautrès, CEVIPOF, Fractures françaises, vague 6 (2018)

Il n'est pas si surprenant qu'au cours de la période couverte par notre enquête, on ait assisté au paradoxe électoral d'une double victoire d'Emmanuel Macron à la présidentielle (contre Marine Le Pen) et d'une triple victoire du Rassemblement national aux élections européennes. Est-ce à dire que la question européenne est devenue la principale source de clivages dans la France de 2025 ?

[1] À l'origine, cette dualité a été proposée par David Easton dans ses travaux sur la notion « soutien politique » des citoyens aux systèmes politiques en général, notamment aux États-Unis. Voir : David Easton. *A Systems Analysis of Political Life*, John Wiley and Sons, 1965. Pour une présentation de ces notions dans le cas des attitudes des citoyens vis-à-vis de l'Union européenne, voir : Bruno Cautrès, Thierry Chopin. *Élections européennes : répondre aux attentes d'une opinion publique fragmentée dans un « nouvel âge des incertitudes »*. Policy Paper n°297, Institut Jacques Delors, février 2024 ; voir encore : Bruno Cautrès, Thierry Chopin, Emmanuel Rivière. *Un euroscepticisme à la française. Entre défiance et ambivalence, le nécessaire « retour de l'Europe en France »*. [Rapport de recherche] 119/2, Institut Jacques Delors ; CEVIPOF ; Kantar, 2021, pp.48.

La question de savoir si l'Europe fait « clivage » au sens classique du terme en sociologie électorale fait l'objet de beaucoup de débats et de publications académiques² : s'agit-il de divisions profondes dans les électors et les opinions, autour desquelles viennent se structurer ou se restructurer les partis et les électeurs dans de nouvelles coalitions ou s'agit-il simplement de conflits d'interprétation sur la souveraineté nationale venant s'inscrire dans les clivages politiques et les systèmes de partis déjà existants ? Quel est le degré d'autonomie de l'enjeu européen vis-à-vis d'autres enjeux lorsque les électeurs votent ou expriment des opinions ?

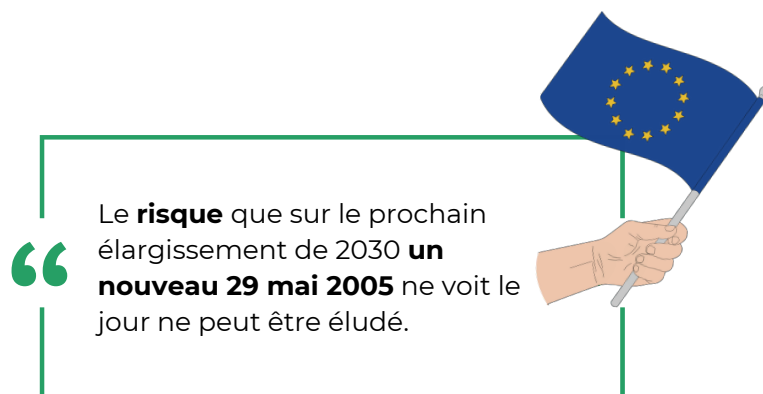
Des fractures à propos de l'Europe insérées dans des fractures sociales et politiques

Notre objet n'est pas ici d'entrer dans ce passionnant débat, mais plutôt de se demander si les opinions à propos de l'Union européenne s'inscrivent ou génèrent des « fractures » prises au sens de divisions profondes. Et si oui, celles-ci se sont-elles transformées au cours de la décennie couverte par notre enquête ?

Pour rendre compte des « fractures européennes » de la société françaises, il faut regarder la variation des opinions sur l'Europe au sein de la population. Sans surprise, les données de Fractures françaises retrouvent les lignes de partage habituellement observées à propos de l'Europe. Prenons l'exemple de la vague 10 de l'enquête, celle réalisée en 2022 et dont nous avons vu qu'elle s'était traduite par un net rebond de la confiance dans l'Union européenne. Si la confiance dans l'Union européenne atteint ici sa valeur la plus élevée de notre série de données (50%) et que l'opinion selon laquelle l'appartenance de la France à l'UE est une « bonne chose » atteint son second meilleur score (57%), la variation de ces opinions est considérable au sein de la population. Une fracture sociale indéniable est bien visible. L'appartenance de la France à l'UE est considérée comme une « bonne chose » par les trois quarts (75%) des cadres supérieurs (contre 40% des ouvriers), et par les trois quarts des plus diplômés (76%) (contre 48% de ceux et celles qui ont un diplôme inférieur au Bac). On constate également, dans d'autres vagues de l'enquête la profondeur des fractures territoriales entre habitants des zones rurales et ceux des grandes métropoles, toujours plus favorables à l'Europe que les premiers.

[2] Voir : Belot Céline, Cautrès Bruno et Strudel Sylvie (2013), « L'Europe comme enjeu clivant », *Revue française de science politique*, vol. 63 (6), p. 1081-1112 ; voir également : Treib, O. (2020). « Euroscepticism is here to stay: what cleavage theory can teach us about the 2019 European Parliament elections ». *Journal of European Public Policy*, 28(2), 174-189 ; Sara Hobolt, Catherine De Vries. « Public Support for European Integration », in : *Annual Review of Political Science*, Vol. 19, 2016, p. 413-32.

La fracturation sociale et territoriale que provoquent les enjeux de l'intégration européenne se reflète aussi dans des lignes de clivages politiques. Dans la vague 10 de l'enquête (2018), lorsque l'on classe les opinions sur l'appartenance à l'UE comme une « bonne chose » selon l'auto-positionnement gauche-droite des Français, il apparaît que les personnes « très à droite » et « très à gauche » sont toujours les moins positives sur l'appartenance de la France à l'UE. Mais c'est beaucoup plus significatif parmi les personnes se classant « très à droite » (seulement 33% ont un jugement positif parmi ces dernières (contre 54% parmi les personnes se classant « très à gauche »). Entre ces deux extrêmes, les personnes qui se situent sur des positions plus modérées, « plutôt à droite » (72%) et « plutôt à gauche » (77%) se montrent en revanche nettement plus favorables à l'intégration européenne. L'enjeu européen, ancré dans des fractures sociales et territoriales, met aussi sous tension les clivages politiques au risque de les polariser fortement.



En comparant les données des vagues 2 (2014) et 10 (2018) de l'enquête, deux vagues entre lesquelles Emmanuel Macron a été élu président de la République en 2017, on ne constate que des variations de niveaux mais pas de variations structurelles qui déplaceraient de manière importante les fractures sociales, par exemple. En 2014, 67% des cadres supérieurs considèrent que l'appartenance de la France à l'UE est une « bonne chose » tandis que c'est le cas de seulement 33% des ouvriers ; en 2018, ce sont respectivement 75% des cadres supérieurs et 40% des ouvriers qui le pensent. Si l'on calcule des distances relatives entre ces quatre pourcentages (ce que l'on appelle des odds-ratios), on s'aperçoit que les écarts relatifs entre ces deux catégories sociales (les plus représentatives d'une fracture sociale sur l'Europe dans la société française) sont stables.

Conclusion

Les données longitudinales de Fractures françaises permettent de suivre de façon fine l'évolution de l'opinion publique française vis-à-vis de l'Europe. Lorsque les facteurs exogènes et endogènes poussent dans le sens de menaces ou de dangers vis-à-vis desquels l'Europe peut nous protéger, et à condition qu'elle engage des actions massives (comme durant le COVID), on constate des inflexions positives de l'opinion des Français à son égard. Mais ces inflexions sont le plus souvent de courte durée. À moyen terme, les fractures sociales, territoires, et aussi politiques, reprennent le dessus.

Si l'intégration européenne poursuit son long chemin au sein de l'opinion française, elle doit aussi composer avec toutes les fractures qui traversent la société française actuelle, car, au vu de nos résultats, le risque que sur le prochain élargissement de 2030 un nouveau 29 mai 2005 ne voit le jour ne peut être élué.

Les enquêtes du dispositif Fractures françaises sont menées par le Cevipof en partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne et Le Monde, le terrain ayant été effectué par Ipsos sur la base d'échantillons représentatifs construits sur la base de quotas.

Pour le détail de la composition de l'échantillon de chaque vague voir les informations figurant sur le site du Cevipof à la page de l'enquête Fractures françaises :

<https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/etudes-enquetes/enquete-fractures-francaises/>

Direction de publication : Anne Muxel

Édition : Florent Parmentier

Révision éditoriale et mise en forme : Marilyn Augé

Infographie : Flora Chanvril

Communication et contact presse : Katia Jouffre Lafargue

Pour citer la note :

CAUTRÈS (Bruno), « Le rapport ambivalent des Français à la construction européenne », *Note de recherche du CEVIPOF*, n°5, octobre 2025, 10 p.

© CEVIPOF, 2025 Bruno Cautrès